



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR2025608

**OBJET : ABROGATION ARRETE 2022/249 – SENS INTERDIT SAUF RIVERAINS – LIMITATION 30 KMS/H
CHEMIN DE TROUCHAUD**

Le Maire

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 et L 511-1

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu la loi n°83-8 du 07 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu la loi n°82-213 DU 02 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Considérant l'évolution des conditions de circulations et l'amélioration de la sécurité sur le chemin de Trouchaud

Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté municipal n° 249/2022 en date du 11 mai 2022 instaurant un sens interdit sauf riverains et une limitation de vitesse à 30 kilomètres par heure est abrogé à compter du mardi 22 juillet 2025.

ARTICLE 2 : la signalisation relative à cet arrêté est retirée par les services techniques municipaux.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues- Mortes,
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques de la Mairie d'Aigues-Mortes,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité
Madame la Capitaine, Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie d'Aigues-
Mortes/ Grau du Roi,
Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues- Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le
concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes
administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 21 juillet 2025

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

